Sofres

Opinion publique 1985

Gallimard

Extrait de la publication

Extrait de la publication

© *Éditions Gallimard, 1985.*

Extrait de la publication

Avec la participation de :

HENRI AMOUROUX	de l'*Institut*
JEAN-MARIE COLOMBANI	chef du service politique du *Monde*
ALAIN DUHAMEL	éditorialiste et professeur à Sciences-Po
MURIEL HUMBERTJEAN	responsable des études sociologiques de la SOFRES
ALAIN MINC	économiste
CHRISTEL PEYREFITTE	chargée de recherche au CNRS

Nous remercions les journaux, médias et associations grâce auxquels les sondages présentés dans ce livre ont été réalisés :

LE FIGARO, LE MONDE, LA CROIX, LIBÉRATION, SUD-OUEST et plusieurs journaux de province.

LE NOUVEL OBSERVATEUR, LE FIGARO-MAGAZINE, MADAME FIGARO, LE POINT, MAGAZINE-HEBDO, LE PÈLERIN, TÉLÉ 7 JOURS.

L'EXPANSION, ACTUEL, CFDT-MAGAZINE, NOTRE TEMPS, MARIE-CLAIRE, FEMMES D'AUJOURD'HUI.

TF1, ANTENNE 2, FR3.

LE MRAP, la DGRST.

Extrait de la publication

1
L'image de la classe politique

L'ENQUÊTE LE MONDE/SOFRES

LE RISQUE DU REJET
par Jean-Marie Colombani

Y a-t-il en France, aujourd'hui, un rejet de la politique ? Cette question n'est assurément pas nouvelle. « *La politique s'occupe mal de ce qu'elle fait, mais je lui pardonne parce qu'elle s'occupe de peu de chose.* » Reprenant une formule qui traduisait, selon M. François Goguel, le sentiment dominant au XIXe siècle, on pourrait dire qu'il est d'autant moins pardonné à la politique, aujourd'hui, qu'elle s'occupe de tout.

Mais, sans remonter si loin, il faut se souvenir que, dès les débuts de la Ve République, on parlait, sous l'effet de la pratique plébiscitaire du gaullisme, de « dépolitisation ». Dépolitisation hier, rejet aujourd'hui : n'est-ce pas là, plutôt, une donnée permanente de la vie d'un régime démocratique, celui-ci n'étant jamais, selon la célèbre boutade de Churchill, que « *le pire de tous, à l'exception de tous les autres* » ?

Plus récemment, un sondage de la SOFRES réalisé fin 1983 pour un groupe de journaux de province, a révélé quelques signes ténus mais réels d'agacement à l'égard de la politique : ils sont encore 53 % à juger la politique comme une activité honorable (contre 35 %) ; mais ils étaient respectivement 64 % contre 24 % en 1979. Plus inquiétant : 51 % des personnes interrogées contre 45 % d'avis opposés, considèrent que les hommes politiques se préoccupent peu des citoyens ordinaires, tandis que 42 % (contre 52 %) jugent que les gouvernants oublient vite les promesses des candidats aux élections. Se sont ajoutés à ces quelques signaux des indicateurs plus concrets, attestant d'une lassitude manifeste envers le débat politique, voire d'une disqualification de celui-ci : les succès de l'extrême droite en France continentale et en Corse, conduite par un homme qui se définit lui-même dans le langage qui lui est propre comme l'« *empêcheur de*

Extrait de la publication

bander à quatre » ; l'extrême faiblesse du PC, qui procède, dans certains milieux, d'une démotivation, bref un possible rejet. A ces signes objectifs se sont ajoutés des éléments d'un constat plus subjectif : la politique est synonyme d'impuissance, elle suscite incompréhension, déception et désillusion.

L'été est venu nous rappeler, avec l'affaire du « référendum pour les référendums », que la politique peut s'apparenter à des jeux complexes, que la droite et le PC, comme aux plus beaux jours de leur « complicité objective », opposent aux « vrais problèmes » qui préoccupent les Français : chômage, pouvoir d'achat, etc. L'une et l'autre accréditent ainsi l'idée que l'action politique est fort éloignée des buts qu'elle devrait rechercher.

Si elle en est éloignée ou s'en éloigne, c'est peut-être qu'elle est incapable de les atteindre. Précisément, depuis le début de la crise ouverte en 1973 par le premier choc pétrolier, il est reproché à la politique son impuissance à sortir le pays de la crise, alors même que la politique est présente partout.

Pis : ni la conduite qui se voulait néo-libérale de MM. Giscard d'Estaing et Barre, ni celle qui se voulait néo-keynésienne de MM. Mitterrand et Mauroy n'ont empêché la croissance continue du chômage. Au sein de la société française existe toujours et se développe un quart monde de plus en plus visible, tandis que ladite société prend le chemin d'une « dualité » imposée par la division internationale du travail.

Au reste, les présidents de la République n'avouent-ils pas eux-mêmes dangereusement leur interchangeabilité : M. Giscard d'Estaing affirmait que sa politique était la seule possible. M. Mitterrand souligne que hors de la sienne il n'y a point de salut. Or chacun sait que l'une et l'autre politiques présentent une certaine continuité que l'on baptise aujourd'hui rigueur. Dès lors, le rôle du politique n'est-il pas, selon la formule de John Kenneth Galbraith, de « *donner forme à l'inévitable* » ?

Cette impuissance nourrit la déception à l'égard de la gauche au pouvoir dans les rangs mêmes de la gauche et, bien sûr, au-delà. A cette déception, qui se traduit dans les consultations électorales intermédiaires, s'ajoute un handicap : à l'inverse du Front populaire en 1936, la victoire de 1981 ne s'est accompagnée d'aucun mouvement d'adhésion, d'aucune mobilisation. Plus grave : cette non-participation prend des allures de crise de la représentativité lorsqu'on regarde du côté des centrales syndicales. La situation, enfin, est rendue plus difficile encore pour la gauche par un contexte où les valeurs collectives, à commencer par la solidarité, déclinent au profit d'un repli sur les valeurs individuelles.

« *Parler vrai* » *et* « *langue de bois* »

La déception est d'autant plus durement ressentie que la gauche a pour chef un homme qui a fait du primat de la politique, de la « volonté politique », le maître mot de toute une vie. Or cet homme s'est heurté à l'impérialisme de l'économie. M. Mitterrand a gagné l'élection présidentielle en promettant de mettre cette volonté au service de l'emploi et de la croissance. Mais le moyen de celle-ci, la relance par la consommation, a donné les résultats que l'on sait. Pourtant l'issue

Extrait de la publication

du scrutin tend à montrer que ce discours était indispensable à la conquête de l'Élysée. Quel discours pour gagner? Peut-on se maintenir au pouvoir par une pratique sinon contraire, du moins très différente, de ce discours?

Ces deux questions qui étaient au cœur de la démarche d'un Michel Rocard en 1979 et en 1980 sont toujours pertinentes. M. Rocard a, parmi les premiers, revendiqué le « parler vrai », expression aujourd'hui largement diffusée et reprise jusque et y compris par le nouveau Premier ministre. La dénonciation de la « langue de bois » des responsables par d'autres responsables, ou de façon paradoxalement plus crédible par des artistes de variétés, a d'ailleurs été l'un des thèmes dominants de l'année politique.

C'est dire que chacun a senti le danger que fait courir à un camp, voire à la démocratie elle-même, le fait que ce qui ne devrait n'être qu'un cliché — il y aurait un discours pour l'opposition et un autre lorsque l'on est au pouvoir — devient pour l'opinion une réalité. Entretenir ce décalage, c'est s'interdire de s'étonner que la politique puisse signifier dans l'esprit public démagogie plutôt que stratégie ou pédagogie.

Dans le même temps, l'opposition nourrit à ses dépens, une certaine désillusion, dont témoigne, entre autres, le vote Le Pen. Certains de ses responsables, tel M. Giscard d'Estaing, s'en sont inquiétés, pour souhaiter que l'opposition ne se contente pas d'un phénomène de rejet de la majorité et tente, au contraire, de susciter en sa faveur une véritable adhésion.

Celle-ci fait défaut, même si, fort logiquement, ce sont les candidats de l'actuelle opposition qui tirent profit, notamment à l'occasion des élections cantonales partielles, de la désaffection à l'égard de la gauche.

Quelques prémices, des signes objectifs, des considérations subjectives qui toutes convergeaient vers une même interrogation, l'occasion était trop belle d'opérer une double innovation : lancer une enquête permettant de mesurer un éventuel rejet des hommes politiques, enquête inédite par son contenu et par son commanditaire.

C'est en effet la première fois que LE MONDE commandait une enquête d'opinion, manière pour cette institution de la presse de reconnaître cette autre institution, des sondages cette fois, qu'est la SOFRES.

Manière aussi de reconnaître, après s'en être défendu, un outil de la connaissance politique dont on ne peut plus faire l'économie. A condition toutefois, pour respecter la vocation du MONDE, de sortir des sentiers battus (mais nécessaires) que sont par exemple les baromètres de popularité, pour se concentrer sur des questions plus en profondeur.

Audace et critiques

L'audace même de cette démarche — le journal de la classe politique offrant à cette classe politique l'image peu flatteuse qu'elle donne à l'opinion — a valu au MONDE des critiques de deux ordres; les unes ont illustré parfaitement le mouvement de recul des hommes politiques devant une telle image, refusant globalement le thème même du sondage; les autres, purement polémiques, ont attribué l'idée d'une telle enquête à une volonté de détourner l'attention des

problèmes de la gauche ! On ne saurait mieux, par là même, définir le souci d'occulter tout débat sur l'opposition, toute donnée qui n'irait pas dans le sens souhaité d'un élan portant celle-ci au seuil du pouvoir.

Le fort taux de participation électorale, a-t-on également objecté, traditionnel en France, interdirait que l'on parle de rejet. Mais le champ même de l'enquête a progressivement délimité un rejet de la classe politique, et non de la chose publique. D'autre part, le critère de la participation est à double tranchant : en l'espèce (les élections européennes), il joue plutôt en sens inverse ; en outre, si l'on suit ce raisonnement, alors que dire du Second Empire, qui marque une participation record ?

Enfin, un argument de forme touchant aux questions posées a été invoqué : éternel et vain procès fait aux sondages, selon lequel la question déterminerait la réponse. A aucun moment de ce sondage, cet argument ne paraît recevable. Pas plus que celui qui attribue l'idée d'une telle enquête à une invention pour détourner l'attention des problèmes de la gauche, alors que la part prise par le rejet de la gauche dans un rejet global a été constamment soulignée.

Enquête faite, est-il besoin de souligner que ces résultats ont surpris ? Qu'on en juge ! Ils ne traitent pas les grands sujets qui concernent la vie des Français (62 %) ; ils ne disent pas la vérité (82 %) ; ils gagnent trop d'argent (55 %). L'image des hommes politiques dans l'opinion est aujourd'hui désastreuse. Ce sentiment est largement partagé ; il s'appuie sur une critique du discours et des mœurs politiques ; aucun homme politique n'y échappe complètement. Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'il est difficile d'élaborer des antidotes.

Le rejet de la classe politique déborde ses frontières habituelles. Traditionnellement, en France, c'est un phénomène qui touche certaines catégories socio-professionnelles (commerçants, ouvriers), les personnes à faible niveau d'instruction et les jeunes. Le sondage montre que désormais le rejet est aussi élevé chez les cadres supérieurs et les professions libérales, quels que soient le niveau d'instruction et l'âge.

La réponse la plus spectaculaire (les hommes politiques ne disent pas la vérité) sanctionne à l'évidence le fait que les hommes politiques ont, le plus souvent, sous-estimé la profondeur de la crise et la difficulté d'en sortir, qu'il s'agisse de l'actuelle opposition, qui avait maintes fois promis la « *sortie du tunnel* », ou du pouvoir d'aujourd'hui, dont le mot d'ordre était : « *D'abord, l'emploi !* »

Ce mouvement d'opinion s'appuie sur une critique du discours politique, auquel on reproche d'être archaïque, certes, mais aussi et surtout, de ne pas traiter les « vrais » problèmes que sont, aux yeux de l'opinion, le chômage, l'industrie et la délinquance. La défense des libertés et le fonctionnement des institutions, thèmes qui ont dominé l'un le printemps, l'autre l'été, suscitent aujourd'hui un intérêt beaucoup plus faible.

« *Ils disent tous la même chose* »

Ainsi, en accusant le pouvoir, lors de l'affaire du « référendum sur les référendums », de faire diversion et de vouloir masquer les véritables préoccupations des Français, le PC et l'opposition ont joué sur du velours, en même temps

Extrait de la publication

qu'ils ont entretenu un discours d'hostilité à la classe politique. Celui-ci s'alimente aussi de l'idée que les hommes politiques disent tous la même chose. Cette opinion recouvre une critique de la « langue de bois », d'un langage codé destiné à des jeux de pouvoir réservés à un milieu à propos duquel resurgit une image ploutocratique que l'on croyait définitivement oubliée.

Sans aller jusqu'à la dénonciation de la ploutocratie, la conviction que les hommes politiques gagnent trop d'argent renvoie sans doute à un cumul de mandats et de fonctions jugé excessif. Il est vrai que, pour ce jugement-là, on retrouve une configuration de l'opinion plus classique, puisque les catégories cadres supérieurs et professions libérales, et les Français qui ont atteint le niveau de l'enseignement supérieur ne partagent pas ce point de vue.

Ceux-là n'ont sans doute pas oublié que l'instauration d'indemnités parlementaires décentes, qui avait en son temps pourtant alimenté l'antiparlementarisme, a été un moyen essentiel de démocratiser la représentation nationale.

Faire partie de celle-ci, c'est désormais s'exposer à une sanction : le sondage montre que, dès lors que l'on fait de la politique, on fait partie de la « classe politique ». Ce constat mérite toutefois d'être nuancé. L'appartenance à ladite classe politique est liée à l'exercice des fonctions, ce qui explique au moins pour partie le haut niveau auquel se situent le Président et le Premier ministre ; en outre, si nous calculons l'écart entre les réponses positives et les réponses négatives, certains leaders parviennent malgré tout à tirer leur épingle du jeu, à savoir MM. Le Pen, Delors et Barre. Le premier ne peut qu'être encouragé à persévérer dans son rôle de fustigeur de la « bande des quatre » ; le second, étant désormais éloigné de la scène intérieure, pourra cultiver à loisir sa différence ; le troisième jouit et joue déjà de cette situation privilégiée : celle-ci, compte tenu de l'image globalement négative de l'ensemble de la classe politique, représente un réel atout.

A ce stade, certaines précautions doivent être prises : le risque serait en effet de croire que le sondage traduit un phénomène nouveau pour la simple raison qu'une telle enquête n'a pas de précédent.

Il y a en France une culture antiparlementaire, antipartisane, qui va du bonapartisme au poujadisme, en passant par le boulangisme. Sans oublier la façon dont le gaullisme s'est installé au pouvoir, contre la classe politique de la IVe République, ou bien, plus récemment, le discours contre la classe politique, baptisée « microcosme », d'un Raymond Barre.

Quant à l'ampleur du rejet telle que nous la mesurons, elle doit être corrigée par des considérations plus subjectives. C'est la classe politique au pouvoir qui est critiquée ; plus précisément, le phénomène de rejet est amplifié par le refus de la gauche. Certaines catégories (les personnes âgées, les catégories cultivées ou nanties) qui, traditionnellement, sont réputées mieux accepter la politique la rejettent à leur tour en raison de leur radicalisation à l'égard de la gauche. *A contrario*, cette subjectivité se marque dans le fait que les sympathisants socialistes sont les plus nombreux à penser que les hommes politiques traitent les grands sujets.

Enfin, il faut prendre garde au fait que la condamnation collective de la classe politique est souvent corrigée par des appréciations plus positives sur les

personnalités qui la composent, et selon les fonctions qu'elles exercent. Ainsi la fonction de maire est-elle très populaire.

Il n'empêche. Le rejet, tel qu'il est mesuré par la SOFRES, doit retenir l'attention, car il est dangereux. C'est à l'évidence un signe de fragilité pour la démocratie française, qui explique (en partie) à la fois le risque d'extrémisme que traduit le vote Le Pen et la crise du militantisme et de la représentativité qui affecte les partis et les syndicats. Face à un tel danger, les antidotes sont peu nombreux.

Faut-il déprofessionnaliser la politique, comme l'a longtemps souhaité la « deuxième gauche » ? La réponse est négative. La politique est considérée comme un métier, de nature à pervertir celui qui l'exerce, certes, mais un métier tout de même. Ainsi s'explique sans doute l'échec quasi constant des candidats ou des listes dits socio-professionnels ; l'exemple de Mme Gomez, PDG de Waterman, est d'ailleurs significatif puisqu'elle n'a eu d'autre ressource après les européennes que d'adhérer à un parti, le PR.

Rejet n'est pas désintérêt

Faut-il dépolitiser la classe politique ? La réponse est positive. Les Français souhaitent que les ministres — qui ont prise sur la réalité — soient choisis parmi les techniciens spécialisés (60 %) plutôt que parmi les élus (20 %). Tous les électorats en conviennent, y compris les sympathisants des partis de gauche (PC : 50 % ; PS : 58 % ; UDF : 67 % ; RPR : 68 %). Il y a là une double contradiction : l'opinion condamne traditionnellement le poids de la technocratie et plébiscite les techniciens ministres ; elle considère que les hommes politiques ne parlent pas des vrais problèmes et refuse de confier les tâches concrètes à ceux qui lui sont les plus proches, les élus. C'est là, sans doute, une donnée inquiétante. Tout se passe, aux yeux des Français, comme si l'acte électoral lui-même était perverti. A la limite, les hommes politiques sont soupçonnés de dire n'importe quoi pour se faire élire.

Rejet des hommes politiques ne signifie pas, pour autant, désintérêt pour la politique. Ainsi, en 1983, les Français étaient 57 % contre 43 % pour déclarer s'intéresser à la politique. Diverses manifestations de cet intérêt peuvent être relevées : fort taux d'écoute des grandes émissions politiques à la télévision ; vente en hausse pour les journaux qui font une place importante à la politique dès lors qu'un événement important se produit (tel un changement de gouvernement, comme ce fut le cas au mois de juillet avec la nomination de M. Fabius) ; d'une façon plus générale, intérêt pour tout discours qui paraît plus authentique que le langage politique classique : Michel Rocard, Jacques Delors, Laurent Fabius, Raymond Barre, François Léotard en ont tour à tour profité, et en profitent encore, de même que... Jean-Marie Le Pen. Mais là encore, on retrouve une part du rejet de la politique « politicienne ». Car des trois chefs de file de l'opposition, celui qui devance les deux autres dans l'opinion — M. Barre — est seul à être positionné sur le créneau « rejet de la politique », tandis que les autres doivent se contenter (si l'on peut dire) du fait de leur image trop classique, du rejet de la gauche et de l'aspiration à une certaine forme de libéralisme.

Extrait de la publication

Il y a là, à l'évidence, matière à de plus amples développements. A cet égard Alain Duhamel voit dans les formes nouvelles de participation à la politique, l'amorce d'une évolution de la conception de la politique, plus exigeante, même si cette exigence touche des cercles plus limités mais plus actifs.

Il reste que 1984 restera comme l'année marquée par le rejet de la classe politique, année qui vit s'organiser et culminer une gigantesque mobilisation, le 24 juin, pour la défense de l'école privée, sous l'égide des évêques, et non des hommes politiques...

JEAN-MARIE COLOMBANI

Extrait de la publication

LES FRANÇAIS JUGENT LA POLITIQUE

Un jugement sévère sur le discours politique

Un langage inadapté aux préoccupations des Français

62 % des personnes interrogées estiment que les hommes politiques ne traitent pas les grands sujets qui concernent la vie des Français. Autant que par son ampleur, la critique frappe par son caractère dominant dans toutes les catégories de la population. En effet, alors que le rejet du langage politique touche traditionnellement quelques catégories déterminées (les jeunes, les petits commerçants, les ouvriers, les personnes à faible niveau d'instruction), l'enquête LE MONDE/SOFRES montre qu'à la fin de l'été 1984, le phénomène est aussi marqué parmi les ouvriers et les cadres supérieurs, et quels que soient la tranche d'âge ou le niveau d'instruction. (*tableau I*)

Les Français souhaitent que les hommes politiques attachent plus d'importance à des sujets d'ordre économique (le chômage 63 %, l'avenir de l'industrie 42 %, le pouvoir d'achat 37 %) ainsi qu'au problème de la délinquance (45 %). Ce désir exprime sans doute la perception, particulièrement nette dans ces domaines, d'un décalage entre le discours tenu par les hommes politiques et les faibles résultats obtenus. En revanche, les Français paraissent lassés des quelques thèmes qui ont dominé le débat politique du début de l'année à la fin de l'été : seulement 20 % d'entre eux voudraient que les hommes politiques traitent davantage de l'éducation nationale, 19 % de la défense des libertés et 5 % du

Extrait de la publication

Tableau 1. Dans l'ensemble, trouvez-vous que les hommes politiques traitent les grands sujets qui concernent la vie des Français ?

		Oui, plutôt	Non, plutôt pas	Sans opinion
Ensemble des Français	100 %	26	62	12
Sexe				
Homme		28	63	9
Femme		24	62	14
Age				
18 - 24 ans		29	63	8
25 - 34 ans		30	63	7
35 - 49 ans		26	62	12
50 - 64 ans		24	60	16
65 ans et plus		21	63	16
Profession du chef de famille				
Agriculteur, salarié agricole		23	65	12
Petit commerçant, artisan		16	74	10
Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant		27	63	10
Cadre moyen, employé		33	58	9
Ouvrier		26	63	11
Inactif, retraité		22	62	16
Préférence partisane				
Parti communiste		24	69	7
Parti socialiste		36	54	10
U.D.F		18	70	12
R.P.R		25	66	9
Niveau d'instruction				
Primaire		23	62	15
Secondaire		29	61	10
Technique et commercial		22	67	11
Supérieur		35	56	9

Enquête du 22 au 29 août 1984 sur « l'image de la classe politique », réalisée pour LE MONDE.

fonctionnement des institutions. De même, hormis dans l'électorat communiste (34 %), l'immigration ne constitue pas une préoccupation essentielle aux yeux des Français. (*tableau 2*)

Le niveau d'instruction paraît orienter profondément les attentes des Français à l'égard du discours politique. Ainsi, l'intérêt pour des sujets tels que la protection de l'environnement, l'éducation nationale, l'avenir de l'industrie ou les droits de l'homme croît régulièrement avec le niveau d'études des interviewés. En revanche, les personnes à faible niveau d'instruction souhaitent beaucoup plus que celles qui ont suivi des études supérieures entendre parler du chômage (70 % contre 50 %), du pouvoir d'achat (42 % contre 27 %) et de la délinquance (52 % contre 38 %).

Extrait de la publication

Tableau 2. Y a-t-il dans cette liste des sujets auxquels les hommes politiques devraient consacrer plus d'importance ?

	Ensemble des Français	Niveau d'instruction			
		Primaire	Secondaire	Technique et commercial	Supérieur
Le chômage	63	70	62	64	50
La délinquance	45	52	41	44	38
L'avenir de l'industrie	42	37	39	46	53
Le pouvoir d'achat	37	42	35	40	27
Les risques de guerre	30	31	29	32	26
La faim dans le monde	29	25	29	27	42
L'immigration	25	23	29	27	24
L'éducation nationale	20	15	16	20	34
La défense des libertés	19	16	22	18	21
Les droits de l'homme	19	13	21	21	26
La protection de l'environnement	17	11	16	18	33
Les moeurs	8	10	6	8	6
La natalité	8	6	11	7	11
Le fonctionnement des institutions	5	5	5	7	4
Aucun en particulier	1	1	1	-	1
Sans opinion	2	2	1	2	-
	%(1)	%	%	%	%

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses
Enquête du 22 au 29 août 1984 pour LE MONDE.

Si l'on considère les cinq premiers sujets auxquels les Français estiment que les hommes politiques devraient attacher plus d'importance, on constate un relatif consensus parmi les sympathisants des quatre grands partis politiques. Toutefois, le chômage est davantage cité par les sympathisants du parti communiste (74 %), la délinquance et l'avenir de l'industrie par l'électorat de l'opposition et le pouvoir d'achat par les sympathisants du parti communiste (45 %) et ceux de l'UDF (43 %).

Un langage jugé peu crédible et archaïque

C'est certainement le principal reproche des Français à l'encontre de la classe politique : 82 % des personnes interrogées estiment que les hommes politiques ne disent pas la vérité. Cette critique est très massivement formulée par toutes les catégories de la population, y compris les sympathisants des quatre grandes formations politiques. On note cependant une moindre méfiance à l'égard du discours politique dans l'électorat de la gauche et, en particulier, chez les socialistes. (*tableau 3*)

Extrait de la publication

Tableau 3. D'une façon générale, estimez-vous que les hommes politiques disent la vérité ?

	Ensemble des Français	Préférence partisane			
		Parti communiste	Parti socialiste	U.D.F.	R.P.R.
Oui, plutôt.....	10	16	16	6	6
Non, plutôt pas.....	82	79	72	91	88
Sans opinion.....	8	5	12	3	6
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Enquête du 22 au 29 août 1984 pour LE MONDE.

La question de l'adaptation du langage politique au monde d'aujourd'hui se pose avec acuité pour les cadres supérieurs et les personnes qui ont poursuivi des études après le baccalauréat. Elle est moins vivement ressentie par les personnes âgées de plus de 65 ans, les agriculteurs et les petits commerçants. La perception du discours politique comme archaïque l'emporte très nettement parmi les petits commerçants, les cadres supérieurs et moyens ainsi que les sympathisants du RPR, et moins largement parmi les ouvriers, les sympathisants du parti socialiste et ceux de l'UDF. Seul, l'électorat communiste perçoit majoritairement le discours politique comme moderne (47 %). (*tableau 4*)

Une perception très homogène de la classe politique

Un langage uniforme

L'opinion selon laquelle les hommes politiques disent tous à peu près la même chose est reprise par 54 % des Français. Qu'elle atteigne 64 % des petits commerçants traduit sans doute le caractère traditionnel de cette critique du milieu politique. Mais l'ampleur du phénomène interdit de le réduire à cet aspect. En effet, ce sentiment est également très vif même chez les personnes qui se disent proches d'un parti politique. Il est majoritaire dans l'électorat de l'opposition ainsi que parmi les socialistes ; et si 50 % des communistes estiment au contraire que les hommes politiques disent des choses très différentes selon le parti auquel ils appartiennent, 47 % perçoivent aussi une uniformité dans le discours politique. On peut supposer que s'exerce ici un effet de l'alternance. (*tableau 5*)

Extrait de la publication

Tableau 4. Estimez-vous que le langage politique est plutôt archaïque ou plutôt moderne ?

		Plutôt archaïque	Plutôt moderne	Sans opinion
Ensemble des Français	100 %	44	33	23
Profession du chef de famille				
Agriculteur, salarié agricole..		35	35	30
Petit commerçant, artisan.....		40	26	34
Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant.....		63	25	12
Cadre moyen, employé.....		49	31	20
Ouvrier.....		42	37	21
Inactif, retraité		40	32	28
Préférence partisane				
Parti communiste.....		39	47	14
Parti socialiste.....		45	36	19
U.D.F.....		42	35	23
R.P.R.....		51	30	19

Enquête du 22 au 29 août 1984 pour LE MONDE.

Tableau 5. A propos du discours politique, avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord :
— Les hommes politiques disent tous à peu près la même chose
— Les hommes politiques disent des choses très différentes, selon le parti auquel ils appartiennent ?

	Ensemble des Français	Préférence partisane			
		Parti communiste	Parti socialiste	U.D.F.	R.P.R.
Les hommes politiques disent tous à peu près la même chose.....	54	47	50	56	53
Les hommes politiques disent des choses très différentes.....	41	50	46	41	44
Sans opinion.....	5	3	4	3	3
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Enquête du 22 au 29 août 1984 pour LE MONDE.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Opinion publique 1985 est le deuxième volume d'une série annuelle rassemblant les principaux sondages de la SOFRES, commentés par des journalistes, universitaires ou chercheurs qui s'intéressent à la société française.

ANALYSES

Jean-Marie Colombani	La classe politique
Muriel Humbertjean	Les immigrés
Olivier Duhamel	Evolutions idéologiques
Alain Duhamel	L'effet Fabius
Jérôme Jaffré	L'extrême droite
Elisabeth Dupoirier	L'électorat français
Henri Amouroux	Avoir 20 ans en 84
Alain Minc	Les chefs d'entreprise
Christel Peyrefitte	Les prêtres et la politique

GRANDES ENQUÊTES

Les libertés - La querelle scolaire - La modernisation - L'opposition - Les élections européennes - La politique étrangère - L'Europe - Les Etats-Unis - Les femmes - Les profs -

ET AUSSI... Les goûts alimentaires des Français - La sécurité - La sexualité - La télévision...

Déjà paru : *Opinion publique 1984*

9 782070 703135 85-I A 70313 ISBN 2-07-070313-4 120 FF tc

Extrait de la publication